



92^{ème} session des Semaines sociales de France / 18 et 19 novembre 2017

Quelle Europe voulons-nous ?

*Le mot de François de Bez,
ancien président du secrétariat social de Marseille*

- 13 ans après Lille en 2004, "l'Europe, une société à inventer", qui avait rassemblé 4000 personnes dont un millier d'étrangers,
- 55 ans après Strasbourg en 1962, "L'Europe des personnes et des peuples", qui avait réuni pendant une semaine plusieurs milliers de personnes,

la 92^{ème} session des Semaines sociales a regroupé pendant deux jours 1650 participants et 2000 auditeurs de la wikiradio.

J'ai eu le privilège de participer à ces trois sessions et, l'âge avançant, je garde le même enthousiasme pour les Semaines sociales et pour l'Europe.

Une Europe, puissance de valeurs.

A notre arrivée, le samedi matin 18 novembre, nous avons eu droit à un véritable feu d'artifice.

Enrico Letta, ancien président du conseil italien, et président de l'Institut Jacques Delors, seul en scène, sans notes et dans un français parfait, nous a invité à "changer de logiciel".

L'Europe n'est plus le centre du monde. Lorsque nous étions trois milliards sur terre, un habitant sur six était européen. En 2050, nous serons dix milliards et seul un habitant sur vingt sera européen tandis que le nombre d'européens sera resté le même. La mondialisation est un fait !

L'Europe, groupée, restera une puissance économique, mais elle doit surtout être une puissance de valeurs et les exporter dans le monde.

"En Europe, nos valeurs sont définies et appliquées. Nous avons aboli la peine de mort, revendiqué la parité homme-femme, instauré la laïcité de l'État, des droits sur le climat, les droits des travailleurs. Le tiers du monde n'applique pas ne serait-ce qu'une seule de des valeurs" ...

OOO

La table ronde qui a suivi nous a fait redescendre sur terre pour nous montrer l'Europe du quotidien à l'épreuve du réel :

Claude Rollin, syndicaliste belge devenu député européen, a regretté le retard pris par l'Europe sociale

Loïc Armand, PDG de l'Oréal, nous a expliqué l'aspect positif de la régulation sur les cosmétiques dans l'intérêt des consommateurs. La directive qui s'applique aux 4500 sociétés sert de modèle dans le monde entier,

Véronique Fargès, présidente du Secours catholique nous a fait part de l'échec du "plan migrants" de septembre 2015 qui prévoyait l'accueil de 160 000 personnes dont 30 000 en France : l'Europe en a admis 28 000 et la France 4300 !

Elle a souligné l'absurdité du règlement de Dublin qui regroupe l'accueil en Italie et en Grèce. Le migrant doit pouvoir choisir son pays d'accueil en fonction de sa langue, de ses relations familiales.

L'hospitalité doit rester une valeur européenne. Et le droit de circulation des personnes est un principe intangible.

OOO

L'après-midi a été récréative : chants dans plusieurs langues, poèmes et films. En soirée plusieurs mouvements de jeunes (scouts, Apprentis d'Auteuil, Café-babel, les jeunes ruraux, ...) nous ont fait part de leurs réalisations et de leurs séjours dans différents pays européens. Les jeunes se sentent naturellement européens. Erasmus est probablement la plus réussie des réalisations européennes : 6 millions d'étudiants ont pu faire une partie de leurs études dans un pays étranger ; un million de bébés "européens" sont nés de ces fructueux échanges.

OOO

Dimanche 19 novembre nous entrons dans le vif du sujet. Quelle Europe voulons-nous ?

Pouvoir supranational ou pouvoir transnational ?

Nathalie Loiseau, ministre chargée des Affaires européennes, nous rappelle la vision officielle, celle présentée par le Président de la République dans son discours à la Sorbonne le 26 septembre 2017 : une Europe souveraine, une Europe unie, une Europe démocratique.

Les critiques sur le fonctionnement actuel de l'Europe sont justifiées. Le Brexit et la montée des nationalismes en sont la conséquence. Les habitants demandent une Europe qui les protège.

Le philosophe Jean-Marc Ferry propose de dépasser les tensions entre fédéralistes et souverainistes en utilisant trois mots grecs : le télos, le nomos et l'éthos.

- Le télos, c'est le but. La paix n'est plus l'objectif principal de l'Europe car il est atteint. Mais il n'a pas été remplacé. Il faut trouver un nouvel objectif : il propose une union transnationale de protection contre la mondialisation.
- Le nomos, c'est la loi fondamentale ou la structure de base de l'union. Or il existe trois niveaux : la nation, la fédération d'États souverains et une union transnationale. Il faut définir pour l'Union européenne, ou pour la zone euro, une gouvernance transnationale qui repose sur un principe de souveraineté partagée.
- L'éthos, ce sont les valeurs à partager. Celles qui découlent de l'histoire et de la philosophie qui ont dégagé les principes de civilité, de légalité et de publicité.

En conclusion "le pouvoir ne se gagne qu'en se partageant" : un pouvoir transnational semble préférable à un pouvoir supranational.

La voix de l'Église et de l'Afrique

Monseigneur Grallet, archevêque émérite de Strasbourg et ancien membre de la COMECE (Commission de évêques de la communauté européenne), rappelait que le 25 mars 1957 toutes les cloches de Rome sonnaient pour célébrer le traité créant la Communauté européenne, et que le 24 octobre 2017 la COMECE organisait à Rome une rencontre de 350 responsables européens pour entendre le Pape François.

Et depuis 70 ans c'est la paix. Mais cela ne suffit plus car il faut faire face au scepticisme qui gagne beaucoup d'européens et cette paix est fragile (cf. les crises de Grèce, Ukraine, Syrie, Royaume uni).

A Rome, le pape François a parlé de redonner une âme à l'Europe et rêve d'un nouvel humanisme européen. Pour lui l'Europe est un projet humain plus qu'une monnaie. Et le président du parlement européen évoquait les valeurs chrétiennes qui ont fondé l'Europe. Il s'agit de continuer la construction européenne sur ces pierres que sont le dialogue, l'inclusion, la solidarité, le développement, la paix.

Denise Houphouët-Boigny, ambassadeur auprès de l'UNESCO, portait ensuite la voix de l'Afrique confrontée à une grande pauvreté de ses peuples malgré de grandes richesses (matières premières, productions agricoles), et appelait la coopération de l'Europe pour favoriser un développement harmonieux et permettre aux populations de trouver sur place les moyens de vivre au lieu d'émigrer.

Les questions de défense et de transition écologique

Nicole Gnesotto, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors, dans une remarquable intervention, sans langue de bois, posait la question suivante : L'Europe est-elle réduite à un marché ?

De fait pendant 50 ans les questions de sécurité et de défense n'ont pas été valorisées en Europe.

Car nous avons délégué notre sécurité à l'OTAN, c-à-d aux Etats-Unis, l'Europe se cantonnant dans le développement économique, ce qui a marché d'ailleurs. Mais toutes les questions de sécurité ont disparu de la conscience des peuples. En 2005 tout change avec la montée du terrorisme et l'afflux de migrants. Le désarroi s'installe, les européens perçoivent que leur sécurité devient illusoire.

Ainsi depuis 2005 les européens ont beaucoup progressé dans les politiques de défense, avec des changements tels que la mise en place de gardes aux frontières et de matériel de surveillance, ou la création en 2016 d'un Fonds européen de défense.

Et ça va continuer car des éléments nouveaux et favorables sont apparus :

- Le Brexit enlève un veto systématique des britanniques sur les questions de défense,
- La montée des zones d'instabilité tout autour de l'Europe met la pression sur les dirigeants,
- L'élection de Trump fait qu'on ne peut plus compter sur les Etats-Unis pour notre défense,
- Emmanuel Macron reprend le rôle moteur de la France dans la construction européenne, rôle qu'avait abandonné François Hollande et Nicolas Sarkozy.

Ces éléments sont-ils suffisants : non ! Trois questions politiques de fond sont devant nous :

- Il s'agit de construire une véritable diplomatie européenne pour aller au-delà des conflits, avoir une politique étrangère européenne pour leur trouver des solutions efficaces dans le temps,
- Promouvoir nos valeurs à l'international. Oui, mais on les trahit en laissant la Pologne et la Hongrie leur tourner le dos sans que l'on prenne des sanctions à leur égard,
- Quel rôle de l'Europe dans le monde ? C'est un débat majeur pour l'Europe : elle doit exister et être à la table des grandes négociations internationales.

Gaël Giraud, chef économiste de l'Agence française de développement, dans un exposé très brillant et très (trop ?) savant, développait deux points majeurs selon son avis d'expert :

1/ La défaillance de la zone euro avec :

- La séparation de la politique monétaire de la politique économique,
- La non harmonisation fiscale, et donc la concurrence fiscale, entre les États membres,
- La crise financière imminente avec la montée excessive des valeurs boursières et des liquidités
- La montée excessive de la dette privée.

2/ La transition écologique sur laquelle il est fondamental de développer un projet politique. Sur cette question nous sommes très en retard. Or non seulement la transition écologique est pratiquement une question de survie d'ici la fin du siècle, mais cette transition peut être le moteur d'une nouvelle forme de développement, y compris économique.

Michel Barnier : la voix d'un grand acteur européen

Michel Barnier pointait dès le début le silence qui est le plus grand danger pour l'Europe : "silence honteux de nos politiques de gauche et de droite coupables de ne pas assumer leurs décisions prises à Bruxelles et critiquant ensuite l'Europe devant leurs électeurs".

Certes l'Europe c'est compliqué et tout n'est pas formidable à Bruxelles !

L'Europe fédérale (le rêve des pères fondateurs) n'est pas la réalité d'aujourd'hui, car il n'y a pas UN peuple européen, UNE nation européenne, UNE langue européenne, mais 28-27 nations qui ne veulent pas fusionner, 24 langues qui doivent parler d'une seule voix (et non une seule langue - l'anglais ? - ce qui serait terriblement appauvrissant). Si on veut une Europe unie et non uniforme, il faut accepter cette complexité, y compris les 24 cabines de traduction simultanée dans les réunions !

Le Brexit. Les britanniques ont décidé de redevenir solitaires plutôt que de rester solidaires ! La négociation porte sur trois sujets : les droits des 4,5 millions de citoyens vivant de part et d'autre de la future frontière, la frontière entre les deux Irlande, la part britannique du budget européen.

Jacques Delors disait que le contrat européen reposait sur l'équilibre de trois éléments : *la compétition qui stimule, la coopération qui renforce, la solidarité qui unit*. Mais depuis 15 ans c'est le premier qui a pris le dessus par excès de libéralisme, de dérégulation. Avec la crise de 2008/2010, 12 à 13 % de PIB ont été engloutis pour redresser des banques qui s'était mal comporté et à qui on avait permis de mal se comporter pour faire des profits spéculatifs monstrueux sur le dos des classes moyennes !

D'où le sentiment populaire que l'Europe ne protège plus. Il faut revenir à l'économie sociale de marché. Michel Barnier y a contribué durant ses deux mandats européens, avec 41 lois de régulation financière (encore à renforcer).

Aujourd'hui : le Brexit, la montée des populismes en Europe, l'arrivée de Trump (premier président US déclarant qu'il ne soutiendrait pas la construction européenne !), ont fait l'effet d'un électrochoc. On note un changement de climat, un climat de résistance européenne, une unité des 27 dans le Brexit, un nouveau volontarisme pour corriger les erreurs du passé et agir ensemble.

Michel Barnier commente alors un tableau du 1^{er} ministre britannique en 2010 : 4 pays européens figuraient dans les 10 plus puissants économiquement mais où tous les 10 ans il en est éjecté un, pour arriver en 2050 où seule l'Allemagne figure 9^{ème} (il n'y aura plus un seul pays européen dans le G8 !).

Et Michel Barnier pose la question : Veut-on rester dans le tableau ou être dominé ? Être une Europe souveraine, indépendante, ou une Europe sous influence, sous-traitante des chinois ou des EU ??

Pour rester un acteur global au 2^{ème} ou 3^{ème} rang il n'y a qu'une seule option : être ensemble !

Pour quoi faire ? Agir dans le monde, promouvoir nos valeurs (et aussi nos intérêts !), relever les défis de solidarité : pauvreté et développement en Afrique, gestion de nos frontières, gestion des catastrophes naturelles (cf. la proposition d'Emmanuel Macron d'une force d'action coordonnée),

Mais aussi développer le modèle règlementaire européen qui protège : santé, alimentation, qualité et traçabilité des produits, régulation financière (seule l'Europe est capable de s'opposer aux spéculateurs), connaissance et contrôle des acteurs financiers (qui achète quoi ?), ...

Et pour conclure Michel Barnier parle de remettre l'homme au cœur du projet européen, en citant un mot de Benoît XVI "Tout homme est nécessaire" qui pourrait être étendu à tout citoyen, tout territoire.

ooo

Dominique Quinio, présidente des Semaines sociales de France devait assurer la synthèse de si riches débats. Après avoir relevé le souhait du pape François quant à un renouveau d'une Europe humaniste, elle pointait un nombre important de propositions faites tout au long de la session.

Ces propositions seront encore enrichies par des apports complémentaires et feront l'objet d'un document qui sera remis aux responsables européens au moment des conventions démocratiques annoncées par le président de la République. Elles sont d'ores et déjà consultables sur le site des Semaines sociales de France : www.ssf-fr.org

Compte rendu réalisé par François de Bez et François Teissier